



Direction des Affaires Juridiques  
et de la Commande Publique  
Bureau des Affaires Juridiques

**ETAT DES CONTENTIEUX AYANT FAIT L'OBJET D'UNE ACTION OU D'UNE DECISION  
DEPUIS LA REUNION « ORIENTATIONS BUDGETAIRES DU 15 MARS 2017**

**Tableau à destination de l'information exclusive des élus, constituant le fond de dossier du rapport présenté dans le cadre de la décision modificative n°1 pour 2017 « compte rendu de la délégation en matière d'action en justice », susceptible de comporter des données à caractère personnel.**

Seul le rapport anonymisé est publié

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Dossier
<b>1-Contentieux du fonctionnement des institutions</b>			
Département 15 mai 2017	<b>Contentieux de la désignation du Président de l'office public de l'habitat « Tarn et Garonne Habitat »</b> Demande d'annulation de la délibération du 9 mai 2017 de TGH pour illégalité tenant à l'élection d'un président qui n'a pas la qualité de conseiller départemental.	°Tribunal Administratif : . Mémoires en réponse de l'Office et de sa présidente les 26 mai et 9 juin 2017. . Jugement du Tribunal administratif rendu le 8 août 2017 : <b>la délibération de TGH du 9 mai 2017 est annulée, conformément à la demande du Département.</b>	1 (17-2188)
Mme BAREGES Conseillère départementale 11 avril 2017	<b>Contentieux de la désignation des représentants du Conseil départemental dans les organismes extérieurs</b> Demande d'annulation de la délibération du Conseil départemental du 15 mars 2017 portant nouvelle désignation de ses représentants au sein de Tarn et Garonne Habitat.	°Tribunal Administratif : . Mémoire en réponse du Département le 31 août 2017. . <b>En cours d'instruction par le Tribunal.</b>	2 (17-1674)
<b>2- Contentieux des interventions financières</b> Litiges relatifs au recouvrement de créances nées de contrats.			
Ville de Montauban 29 août 2011	<b>Contentieux du recouvrement des créances : Centre universitaire (restaurant)</b> La commune conteste la procédure de recouvrement de sa contribution à l'opération de construction du restaurant universitaire (442 102,15 €). Elle fait valoir que le processus d'association de ses services à l'opération n'a pas été respecté.	°Tribunal Administratif : . Jugement du 31 mars 2015 qui valide le bien-fondé des titres émis par le Département, mais ramène leur montant à 395 260 € (au lieu de 442 102,15 €).  °Cour Administrative d'Appel Par décision du 9 mai 2017, la Cour valide le titre de recettes émis par le Département pour un montant de 442 102, 15 €. <b>Aucun pourvoi en cassation n'a été enregistré contre l'arrêt de la Cour. Ce dernier, en faveur du Département, devient définitif.</b>	3 (15BX1723)

Envoyé en préfecture le 21/11/2017  
 Reçu en préfecture le 21/11/2017  
 Archivé le  
 082-228200010-20171018-CD20171018\_19A-DE

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Dossier
Ville de Montauban	<p><b>Contentieux du recouvrement des créances : Centre universitaire (fonctionnement)</b></p> <p>.21 août 2013 : la commune demande l'annulation du titre de recettes de 152 449 € représentatif de sa contribution <b>2013</b> au fonctionnement du centre Universitaire. Elle fait valoir des vices de forme dans l'émission du titre.</p> <p>. <b>3 août 2015</b> : action de la Ville en contestation de sa contribution au fonctionnement du centre universitaire pour l'année 2014 (titre de recettes de 152 449 €).</p>	<p>°<b>Tribunal Administratif</b> :</p> <p>Jugement du 29 décembre 2015 rejetant la requête de la Commune.  <b>Aucun appel n'a été enregistré contre le jugement. Ce dernier, en faveur du Département, devient définitif.</b></p> <p>°<b>Tribunal Administratif</b> :</p> <p>.Dépôt, le 20 juin 2016, du mémoire en réponse du Département. Observations de la Commune le 14 décembre 2016 et réplique du Département le 18 janvier 2017.  <b>En cours d'instruction par le tribunal.</b></p>	4  5 (15-3628)
Département 12 février 2010	<p><b>Contentieux des interventions financières. Protection contre les crues</b></p> <p>Action engagée par le Département en contestation du titre de recettes de 2,6M€ représentatif de sa participation aux travaux de défense de Montauban contre les inondations.</p> <p>Le Département fonde son action sur le non respect des dispositions contractuelles devant l'associer aux différentes phases de réalisation</p>	<p>°<b>Tribunal Administratif et Cour Administrative d'Appel</b></p> <p>Le jugement rendu par le tribunal administratif le 22 avril 2014 donne raison au Département et annule le titre. La Cour administrative d'appel a confirmé le 16 juin 2016 le jugement de 1ère instance.</p> <p>°<b>Conseil d'Etat</b></p> <p><b>Pourvoi en cassation de la Communauté d'agglomération formé le 16 août 2016.</b></p> <p><b>Pourvoi rejeté le 5 mai 2017. La décision de la Cour Administrative d'Appel, qui s'est prononcée en faveur du Département, devient définitive.</b></p>	6 (402435)
<p><b>3- Contentieux des marchés publics</b> Article L.551-1 du Code de justice administrative</p>			
Société ALC Architectes c/ Département 22 juin 2017	<p><b>Contentieux de la passation des marchés publics</b></p> <p>Construction du collège de Verdun-sur-Garonne. Référé précontractuel formé par un des lauréats du concours de maîtrise d'oeuvre.</p>	<p><i>Tribunal Administratif</i> :</p> <p>.Mémoire en défense du Département le 4 juillet 2017.          .Ordonnance du 12 juillet 2017 d'annulation de la procédure de passation du concours.</p>	7 (17-2846)

Envoyé en préfecture le 21/11/2017  
 Reçu en préfecture le 21/11/2017  
 Affiché le  
 ID : 082-228200010-2017101818-020171018\_19A-DE

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Dossier
Action en indemnisation			
Société Prociba c/ Département 19 janvier 2017	<b>Contentieux de l'exécution des marchés publics</b> Action en indemnisation de l'entreprise chargée des travaux d'étanchéité du foyer du Barradis à Lavit de Lomagne à raison de prestations supplémentaires. Le Département intervient en qualité de mandataire, subrogé dans les obligations de la Sémateg, intervenante initiale .	<i>Tribunal Administratif :</i> .Mémoire en défense du Département le 25 mai 2017. <b>En cours d'instruction par le tribunal.</b>	8 (17-271)
<b>4- Contentieux du personnel</b>			
Mme X. Adjoint technique 28 février 2017	Référé expertise suite à la décision administrative plaçant l'agent en congé de maladie d'office (mars 2017-octobre 2017).	<b>.Tribunal Administratif :</b> .Mémoire en observations du Département le 13 mars 2017. Ordonnance du 21 avril 2017 désignant un médecin expert. <b>Conclusions de l'expertise le 19 juin 2017. Inaptitude à tout poste confirmée.</b>	9 (17-918)
<b>5- Contentieux de la responsabilité</b>			
Mme Y. Assistante familiale 24 juillet 2014	. Contentieux du retrait d'agrément d'assistant familial.	<b>.Tribunal Administratif :</b> Jugement du 17 mai 2017 : indemnisation partielle du préjudice lié à la mesure de retrait. Décision de pas interjeter appel.	10 (14-3638)
Mme.Z Tiers victime 15 mars 2017	.Responsabilité en matière de services sociaux. Prise en charge des dommages causés aux tiers par un mineur placé au titre de l'assistance éducative	<b>. Tribunal pour enfants</b> Audience du 5 avril 2017 et 4 octobre 2017. <b>En attente du jugement.</b>	11
<b>6-Contentieux des prestations et contentieux connexes (Aide Sociale, Aide personnalisée d'Autonomie – APA, revenu de solidarité active -RSA, obligation alimentaire)</b>			

Envoyé en préfecture le 21/11/2017  
 Reçu en préfecture le 21/11/2017  
 Affiché le  
 ID : 082-228200010-20171018-C6-0171018\_19A-DE

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Dossier
<b>6.1- Obligation alimentaire-Aide sociale</b>			
Département 27 janvier 2017	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. Jugement rendu le 5 mai 2017	12
Département 27 février 2017	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. Jugement rendu le 12 juin 2017.	13
Département 13 mars 2017	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. Jugement du 28 juillet 2017.	14
Département 22 mars 2017	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. Jugement rendu le 30 juin 2017.	15
Département 30 mars 2017	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. Jugement rendu le 28 juillet 2017.	16
Département 29 mai 2017	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. En instance.	17
Département 8 juin 2017	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. En instance.	18
Département 12 juin 2017	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. En instance.	19
Département 28 juin 2017	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais d'hébergement	Requête auprès du Tribunal de Grande Instance de Montauban . En cours d'instruction.	20
Département 29 juin 2017	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais d'hébergement	Requête auprès du Tribunal de Grande Instance de Montauban . En cours d'instruction.	21

Envoyé en préfecture le 21/11/2017  
 Reçu en préfecture le 21/11/2017  
 Affiché le  
 ID : 082-278200010-20171018-CD20171018\_19A-DE



Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Dossier
Attributaire 8 décembre 2016	Action en contestation amende pour fraude	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 23 août 2017.	33 (16-5588)
Attributaire 20 février 2017	Action en contestation amende pour fraude	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 23 août 2017.	34 (17-0804)
Attributaire 23 mars 2017	Action en contestation amende pour fraude	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 23 août 2017.	35 (17-1363)
Attributaire 8 mars 2016	Action en contestation de suppression de droits	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 31 mai 2017.	36 (16-1682)
Attributaire 22 février 2017	Action en contestation de la décision de réduction de droits	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 28 août 2017.	37 (17-0857)

## 7- Contentieux des agréments

Mme X ... Assistante familiale 6 mars 2017	Action en contestation du refus d'extension de la capacité d'accueil.	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département déposé le 20 juillet 2017. <b>En cours d'instruction par le tribunal.</b>	38 (17-1029)
---	---	---	-----------------

## 8-Contentieux répressif

Département 17 mai 2017	Défense de l'image du service public suite aux menaces proférées à l'encontre d'un travailleur social dans le cadre de ses fonctions.	<b>Tribunal correctionnel</b> Plainte avec constitution de partie civile. Audience du 19 mai 2017. <b>En attente du jugement.</b>	39
----------------------------	---	--	----